

## PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.  
 PÓLROZNIENIE..... 16 fr.  
 ROCZNIK..... 30 fr.

Zagranicą :

ROCZNIK..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

# POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

## ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.  
 SIX MOIS..... 16 fr.  
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

## LE PROBLÈME DE RUTHÉNIE-BLANCHE

Les troupes polonaises occupent la moitié de la Ruthénie-Blanche (Grodno, Vilno, Minsk). Ils l'ont valeureusement reconquise sur les Bolcheviks que la prévoyance de MM. Wilson et Lloyd George avait laissés pénétrer jusqu'au Bug et menacer le Royaume.

L'autre moitié de la Ruthénie (Vitebsk, Mohilef, Smolensk) est encore aux mains des Bolcheviks, sauf quelques districts de Vitebsk, soumis aux Polonais (Lepel), ou aux Polono-Lettons (Dvinsk, Rzezyca, Lucyn).

Qu'advient-il de la Ruthénie-Blanche ?

Les Polonais réuniront-ils définitivement à la Pologne nouvelle, les trois provinces qu'ils occupent en ce moment ?

Ou bien les six provinces constituant la Ruthénie-Blanche, seront-elles rassemblées pour constituer un Etat indépendant, allié ou fédéré, avec la Pologne ou avec la Moscovie ?

Les Polonais eux-mêmes hésitent entre les deux systèmes.

Tous voudraient une Pologne aussi forte que possible ; mais pour atteindre ce but les avis sont partagés. Les uns réclament les anciennes frontières de 1772 et la constitution d'un Etat fédéral ou confédéral, dans lequel la Lithuanie, la Ruthénie-Blanche et la Ruthénie ukrainienne seraient autonomes.

Les autres, au contraire, veulent rassembler autour de la Pologne proprement dite les territoires habités par une forte minorité polonaise et par des populations polonophiles. On constituerait ainsi une Pologne assez étendue et assez peuplée pour faire figure de grande nation ; on assurerait une unité ethnographique suffisante à l'Etat polonais et l'on n'aurait pas à craindre les dangers que présente toujours une confédération d'Etats. Cette Pologne unitaire se trouve justement constituée par les territoires actuellement occupés en Ruthénie par les troupes polonaises.

Le système fédératif de l'Etat polonais, qui rêve d'un corps à quatre têtes : Pologne, Lithuanie, Ruthénie-Blanche, Ukraine trouve appui parmi les socialistes, les populistes radicaux et certains propriétaires polonais d'Ukraine et de Ruthénie-Blanche qui voient dans ce système le seul moyen de rattacher leurs domaines à la Pologne.

Par contre, le système unitaire de l'Etat polonais a ses partisans parmi les groupes modérés et parmi les esprits prudents qui sentent le besoin d'une forte centralisation dans une Pologne à peine reconstituée et qui périclète jadis, par l'effet d'une décentralisation excessive.

\*\*

Parlant de la Ruthénie-Blanche, dans une de ses correspondances du Temps, M. Charles Rivet écrit que « les populations blanc-russiennes,

absorbées par la Russie, n'ont jamais manifesté de tendances vers une indépendance ou une autonomie politique ».

M. Rivet n'est certes pas une autorité en matière d'ethnographie polonaise ; il y a trop peu de temps qu'il prend intérêt à la Pologne. Mais comme le Temps veut bien accueillir ses articles, même les plus tendancieux, il faut y prendre garde.

M. Rivet traduit volontiers l'opinion du parti politique varsovien auquel il s'est attaché, après qu'un autre parti polonais (et le plus francophile de tous) eut refusé ses services.

Il est donc intéressant de constater par la plume de M. Rivet, que les radicaux polonais eux-mêmes estiment qu'en Ruthénie-Blanche « la nationalité est restée un sentiment incompris parmi les paysans », et que « les catholiques demanderaient à rester avec leurs coreligionnaires polonais et les orthodoxes à n'être pas séparés des Russes ».

C'est une constatation que nous avons faite personnellement dans nos voyages à travers la campagne des gouvernements de Minsk et de Vilno, il y a longtemps déjà. L'ukase de tolérance de 1905, étant entré en vigueur, des dizaines de milliers de paysans, jadis uniates et convertis de force à l'orthodoxie (eux ou leurs pères), s'empressaient alors de revenir à la « religion polonaise », c'est-à-dire au catholicisme.

Aujourd'hui, le sentiment de ces « Blancs-Ruthènes » a-t-il changé ? se sont-ils ralliés à l'idée d'une Ruthénie-Blanche « unitaire », comme le proclamait M. Tarachkievitch, chef du mouvement blanc-russien ?

M. Rivet l'affirme, et il en donne pour preuve le mot du même Tarachkievitch : « ce que nous repoussons avant tout, c'est l'idée d'un partage de notre pays. »

M. Rivet ne se demande pas ce que représente l'opinion de Tarachkievitch en dehors de Tarachkievitch lui-même, et il pose pour principe que « l'indivisibilité de la Russie-Blanche fait l'unanimité (sic) chez les Blancs-Russiens ».

« Ainsi tombe la formule des conservateurs polonais qui ne veulent incorporer que les Blancs-Russiens catholiques », prétend M. Rivet, qui écrit visiblement sous l'inspiration de quelques politiciens de Varsovie. Nous prétendons au contraire que cette formule ne tombe pas, mais qu'elle reste celle dont il faudra s'inspirer. A ceux qui la rejettent on pourrait demander ce qu'ils font des populations catholiques, si polonophiles, de la province de Grodno ; ce qu'ils font de la vieille cité polonaise de Vilno et de tout une moitié de la province de ce nom, dont les sentiments polonais sont notoires.

Vont-ils les abandonner à la Ruthénie-Blanche « indivisible » de M. Tarachkievitch, république nouvelle qui s'étendrait de Bialystok à Viazma

et de Dunabourg à Gomel, sur un espace de 300.000 kilomètres carrés, peuplé par quatorze millions d'habitants ?

Tarachkievitch et ses amis ne sont que les « rares porte-voix », avoue M. Rivet, de cette Ruthénie-Blanche indivisible ; ils reconnaissent d'ailleurs qu'ils devront être unis « sous une forme ou sous une autre, fédérative peut-être, soit à la Pologne, soit à la Russie ».

Certes, il peut être tentant pour la Pologne de former une fédération avec une Ruthénie-Blanche qui s'étendrait jusqu'aux sources du Dniepr.

Nous avons connu naguère un bon ami polonais, raide dans ses idées comme dans son faux-col, et qui, dans ses voyages à Moscou, ne cessait de parler le polonais qu'après Viazma, parce que cette ville fit partie intégrante de la République sous Casimir Jagellon.

Mais nous nous rappelons aussi que l'impératrice Catherine fut amenée à se mêler aux affaires de Pologne, à la demande des orthodoxes de Ruthénie-Blanche qui tournaient sans cesse les yeux vers Moscou.

Se flatte-t-on à Varsovie de voir les minorités polonaises de la Ruthénie-Blanche unifiées, imposer leur autorité à la majorité des Russes-Blancs, à ces nombreux orthodoxes qui dominent dans toute la moitié orientale de la province ?

Quelle serait d'ailleurs l'attitude de la minorité juive qui représente quatorze pour cent de la population totale, et forme souvent la majorité dans les villes ?

Et comment, enfin, ne pas craindre l'irréductibilité russe que la Moscovie ferait valoir à l'égard des populations orthodoxes de la Russie-Blanche ?.....

Nous persistons à croire que le premier devoir pour l'Etat polonais restauré, c'est d'être homogène dans sa population, centralisé dans son administration, unitaire dans son gouvernement, autant qu'il le pourra.

Il ne faut plus disperser les forces polonaises ; il faut au contraire les ramasser et les lier solidement entre elles.

GEORGES BIENAIMÉ.

## LA PAIX AVEC LES BOLCHEVIKS

Un radiotélégramme de Moscou en français transmettant une note du gouvernement des soviets au sujet de la paix avec la Pologne, est parvenu à la station radiotélégraphique de Varsovie, le 29 janvier au matin, avec des lacunes qui ont été comblées ensuite par deux autres radiotélégrammes.

Dans ce document, le gouvernement de Moscou offre de négocier la paix avec la Pologne. Le conseil des commissaires de Moscou ajoute que les troupes rouges ne dépasseront pas les lignes actuelles, ni en Pologne ni en Ukraine.

Le directeur du département politique du ministère des affaires étrangères, M. Okęcki, a communiqué aux représentants de la presse,

relativement à ces propositions de paix, le message suivant :

Dans une phraséologie verbeuse, la proposition contient une allusion tendant à brouiller la Pologne avec l'Entente ; elle se borne à une demande d'armistice et indique peu clairement comme ligne de démarcation le front polonais actuel.

La proposition serait soumise au consentement d'une assemblée des soviets devant se réunir dans plusieurs semaines. De l'avis des milieux officiels polonais, le radiotélégramme des soviets paraît d'autant plus suspect qu'à l'état-major de l'armée des soviets a eu lieu ces derniers jours un conseil au sujet d'une importante offensive et d'une guerre sainte contre la Pologne.

Les milieux compétents se demandent si la proposition bolcheviste ne vise pas à gagner du temps pour préparer une concentration importante de troupes sur le front est.

## LA NOTE DES SOVIETS A LA POLOGNE

Lénine, Tchitchérine, Trotzky, au nom du conseil des commissaires du peuple de la République socialiste fédérative soviétiste russe, ont lancé le manifeste suivant, le 29 janvier, au gouvernement de la Pologne et au peuple polonais :

Il incombe à la Pologne de décider si elle prendra ou non une résolution qui peut avoir pour la vie des deux peuples durant beaucoup d'années les conséquences les plus funestes. Tout démontre que les efforts des impérialistes extrêmes, partisans ou agents de Churchill et de Clemenceau, tendent à l'heure actuelle à jeter la Pologne dans une guerre injuste et criminelle contre la Russie soviétiste. Conscient de toute sa responsabilité envers le sort des masses travailleuses de la Russie soviétiste et pénétré du désir profond de prévenir de nouveaux et innombrables sacrifices et dévastations qui menacent les deux peuples :

1° Le conseil des commissaires du peuple déclare que la politique de la République socialiste et fédérative soviétiste russe envers la Pologne dérivant, non pas de combinaisons accidentelles temporaires militaires ou diplomatiques, mais du principe inébranlable du droit de toute nation à disposer de son propre sort, reconnaissait et continue invariablement à reconnaître sans conditions et sans réserves l'indépendance et la souveraineté de la République polonaise, et c'est sur cette reconnaissance qui date du premier jour de l'existence de l'Etat polonais indépendant qu'elle base toutes ses relations avec la Pologne ;

2° Maintenant la dernière proposition de paix faite à la Pologne par le commissariat du peuple aux affaires étrangères le 22 décembre, le conseil des commissaires du peuple, étranger à toute politique d'agression, déclare que les troupes rouges ne dépasseront pas la ligne actuelle du front de Russie-Blanche, qui passe à proximité des points suivants : Drissa et Disna ou autres. Il n'est pas de difficulté qui ne puisse être élucidée par voie pacifique au moyen de négociations, de concessions et d'accords comme cela arrive à l'heure actuelle à l'occasion des négociations avec l'Esthonie ;

3° Charge le commissariat du peuple aux affaires étrangères d'obtenir, à la prochaine réunion de février du comité exécutif central panrusse, la confirmation solennelle de la part de l'organe suprême de la République des bases indiquées ci-dessus de la politique soviétiste à l'égard de la Pologne. Le conseil des commissaires du peuple considère, de son côté, que par sa présente déclaration catégorique il remplit son devoir à l'égard des intérêts pacifiques des peuples russe et polonais, et il nourrit le ferme espoir de voir toutes les questions litigieuses se résoudre au moyen d'accords amicaux entre la Russie et la Pologne.

## LE PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE

On mande de Londres à la date du 2 février : D'après le Morning Post, le prince Sapieha, mi-

nistre de Pologne à Londres, a informé son gouvernement que M. Lloyd George aurait refusé d'envoyer des secours à l'armée polonaise afin de parer à une attaque prochaine des bolchevistes.

Le rapport du prince indique que le premier ministre britannique a donné à entendre clairement qu'il ne s'opposerait d'aucune façon à la conclusion de la paix entre la Pologne et la Russie des Soviets.

Cette communication a causé une profonde impression à Varsovie. Le correspondant du Morning Post ajoute qu'il a appris de source autorisée que la Pologne a été l'objet de toutes les tentatives de séduction imaginables afin de l'engager à cesser les hostilités.

## LA LEVÉE DU BLOCUS DE LA RUSSIE

La décision du Conseil suprême de lever le blocus de la Russie soviétiste, sans même demander l'opinion de la Pologne, qui est dans ce cas la puissance la plus intéressée, a causé dans la société polonaise et à la Diète la plus pénible impression. Le journal *Gazeta Wieczorna* a interviewé à ce sujet les leaders des principaux partis de la Diète. Voici leurs opinions.

Le député *Dombiski*, chef du centre populiste a déclaré :

« Il est hors de doute que la décision prise par le Conseil suprême renforcera singulièrement le régime bolcheviste. D'autre part, il est non moins certain que parmi les marchandises exportées en Russie il ne sera pas difficile de faire passer en fraude une quantité de matériel de guerre. La politique polonaise dans toute cette affaire doit être extrêmement prudente, afin que la Pologne ne se trouve pas elle-même embourbée dans le réseau de fils de fer barbelés. »

L'ancien ministre *Glombinski*, président de l'Union nationale, a déclaré que, quoi qu'il arrive, la Pologne doit marcher la main dans la main avec les puissances occidentales.

Le chef de la fraction des ouvriers nationaux, *M. Waszkiewicz*, a fortement souligné le fait que la Pologne a été péniblement surprise par les événements. Parlant de la Russie, *M. Waszkiewicz* a dit que, comme par le passé, elle n'a pas cessé de nourrir de fortes ambitions impérialistes. Avant de nouer des relations avec elle il est indispensable qu'elle reconnaisse l'indépendance des Etats baltes. L'Ukraine aussi doit disposer de son sort.

Le leader du parti socialiste polonais *M. Daszynski*, a fait la déclaration suivante :

« Je dois dire avant tout que je me trouve dans une situation fortement embarrassée, étant donné qu'à Varsovie nous ignorons complètement ce qui se passe à Paris. Nous n'apprenons les plus importants événements que *post-factum*, c'est-à-dire lorsqu'ils sont déjà un fait accompli.

« Comme Polonais et socialiste, je dois dire que la paix avec la Russie est nécessaire, mais sous certaines conditions. Il est exclu qu'un Soviét puisse exister à Varsovie ou qu'un Radek-Sobelson puisse gouverner chez nous. La Pologne indépendante conclut aujourd'hui des alliances avec les puissances occidentales et avec les Etats voisins formés après la chute du tsarisme. De la Finlande jusqu'à la Géorgie existe tout un réseau d'alliances politiques dans lequel la Pologne est appelée à jouer un rôle. Rien ne s'oppose à ce que la Russie fasse partie également de ce réseau d'alliances, mais elle devra dans ce cas renoncer à ses appétits impérialistes et reconnaître l'autonomie de tous les peuples détachés de l'ancienne Russie. »

## LE JEU

### DES RÉACTIONNAIRES ALLEMANDS

On mande de Berlin au *Matin*.

La crise russo-polonaise intéresse vivement les milieux politiques allemands. On souhaite généralement la conclusion d'un accord qui per-

mettrait à l'industrie et au commerce allemands de reprendre, à travers la Pologne, les relations économiques avec la Russie.

Seuls, certains réactionnaires qui affectaient naguère une frayeur intense devant le danger bolchevik ne cachent plus aujourd'hui qu'un conflit armé russo-polonais ferait grandement leur jeu. Dans tous les cas, il susciterait certaines espérances, si on en juge par la conclusion d'un article intitulé « Devant la guerre de printemps », paru dans la *Gazette de la Bourse*. Cet article dit en substance :

« Une victoire russe sur la Pologne et les autres protégés de l'Entente chargés de l'aider à combattre la concurrence serait un coup mortel non seulement pour la Pologne même, mais aussi pour l'influence de l'Entente en Europe orientale et centrale.

« Conclusion : soyons toujours prêts. Qui sait l'aspect qu'aura le monde dans un an ? »

## CE QU'ON PENSE A VARSOVIE

Bien que les offres faites par les bolchevics ne puissent guère être qualifiées de propositions de paix, certaines de leurs conditions pourraient être acceptées comme bases de nouvelles négociations.

L'indépendance de la Pologne serait reconnue et le gouvernement des soviets garantirait qu'il n'a aucun traité secret avec l'Allemagne.

Le gouvernement bolchevik propose la conclusion d'un armistice sur le front actuel et une démarcation provisoire de la frontière.

Le gouvernement des soviets de l'Ukraine est considéré comme séparé du reste de la Russie des soviets, mais fédérée avec elle.

Toute la note est arrangée de façon qu'il soit impossible au gouvernement d'en rejeter la teneur, et que Lénine puisse obtenir ce qu'il désire avant tout, c'est-à-dire des relations amicales avec une puissance représentant l'entente occidentale, afin de pouvoir continuer la pénétration pacifique des idées bolchevics en Europe.

Le gouvernement des soviets s'engagera probablement très volontiers à ne pas faire de propagande en Pologne, mais même s'il était sincère, il serait impossible de contrôler l'organisation de propagande qui existe déjà et dont l'action deviendra plus dangereuse que jamais quand les restrictions imposées par l'état-major disparaîtront.

M. Patek, qui est arrivé aujourd'hui, a déclaré que le pessimisme qui se manifeste un peu partout en Pologne était probablement dû à la mauvaise situation économique, mais que les événements politiques ne le justifiaient pas.

La presse varsoviennne accueille avec défiance les nouvelles offres de paix des Soviets, en soulignant qu'elles n'interrompent aucunement les préparatifs militaires sur la Bérézina. La *Gazeta Poranna* émet les considérations suivantes :

« Les bolchevics qui ont assassiné Nicolas II, ne sont pas modestes dans leurs appétits impérialistes. Ils rêvent de dominer toute l'Europe et de la transformer en une suite de Républiques soviétistes avec la République de Moscou en tête. En se considérant comme le « premier peuple de l'Orient », suivant le mot de Lénine, ils pensent tout à fait sérieusement à dominer aussi l'Asie. Depuis longtemps la Chine leur fournit le matériel humain nécessaire pour les luttes sur les différents fronts et pour l'étouffement des révoltes intérieures. Tous leurs regards sont tournés vers les Indes anglaises où ils se proposent de réaliser des conquêtes faciles. »

## QUELQUES VOIX FRANÇAISES

*L'Eclair*, M. EMILE BURÉ :

« Capitulant une fois de plus devant M. Lloyd George, élève de Keynes, M. Clemenceau, avant

de quitter le pouvoir, a admis la reprise des relations commerciales avec la Russie contre laquelle il s'élevait deux jours auparavant. M. Millerand ne saurait être lié par l' inexplicable décision de son prédécesseur, dont on ne sait point encore du reste si elle est applicable. Il se doit d'inaugurer une « politique française » et cette « politique française » lui interdira de signer un compromis avec les gens de Lénine, décidés une fois de plus à duper l'Entente. »

**L'Humanité**, M. MARCEL CACHIN :

« La paix ! la paix ! Il la faut complète et immédiate. »

Revision des traités secrets, reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, abandon des dogmes de la diplomatie des hommes d'affaires. Faites vite ! N'est-ce pas M. Asquith lui-même, un ancien premier ministre bourgeois libéral anglais, qui le signifie aux hommes d'Etat de l'Entente ? Il exige que l'on déchire les traités secrets de 1915, 1916, 1917, que l'on remanie d'urgence le traité de Versailles, que l'on accepte les offres de paix de la république des soviets.

Serez-vous moins avisés et moins perspicaces que l'ancien premier de la Grande-Bretagne ? »

Dans **La Victoire**, M. GUSTAVE HERVÉ, constatant que la France ne peut plus prendre le contre-pied à l'égard de la Russie de ce qu'a décidé M. Lloyd George, écrit :

« Pour que la capitulation des alliés soit honorable, il faut que la Finlande, la Pologne et la Roumanie, qui ne feront que ce que leur demanderont les alliés, exigent :

1° La réunion d'une Constituante russe, seule capable de leur assurer une possession légitime et non précaire des provinces que Lénine va leur reconnaître ; 2° un armistice pour l'armée de Denikine jusqu'à ce que la réunion de l'assemblée constituante russe mette fin officiellement et définitivement à la guerre civile. »

**LE DÉMENTI NE TARDE PAS**

Dans une lettre adressée au *Morning Post*, le ministre de Pologne à Londres dément les assertions du correspondant de ce journal à Varsovie.

**DÉCLARATION DE M. PATEK**

Le TEMPS publie à la date du 1<sup>er</sup> février :

M. Patek, ministre des affaires étrangères de Pologne, rentrant de Londres à Varsovie, a déclaré que l'orientation de la politique polonaise concordait absolument avec les buts politiques des alliés.

En ce qui concerne la France, la retraite de M. Clemenceau n'a rien changé à cette situation.

Le ministre a notamment ajouté qu'il était arrivé à une entente complète avec M. Lloyd George, au cours d'une entrevue qui avait duré deux heures.

« La guerre, a-t-il déclaré, n'est pour la Pologne qu'un moyen. Celle que lui a imposée la Russie des Soviets durera jusqu'à ce que nous ayons atteint le but de notre politique. Lorsqu'il s'agira de conclure une paix avec la Russie, cette paix, tout en respectant absolument les droits de l'Entente, devra renforcer les bases politiques données à la Pologne par le traité de Versailles et consolider notre position. C'est alors seulement que la Pologne pourra accomplir sa mission vis-à-vis de l'Orient. »

**IMPRESSION PÉNIBLE A VARSOVIE**

Le TIMES lui-même, constate l'impression pénible causée aux Polonais.

Chez les Polonais qui connaissent déjà le résultat de sa mission, l'attitude de la Grande-Bretagne envers la Pologne a produit une impression très pénible. Ils jugent que les déclarations d'hommes d'Etat anglais disant que la Pologne ferait bien de conclure la paix, et venant immédiatement après la décision de reprendre les relations commerciales avec la Russie, témoignent de dispositions platoniques, pour ne pas dire plus, envers une alliée de la Grande-Bretagne plus faible qu'elle.

On comprend que l'Angleterre souhaite de voir la Pologne faire la paix ; mais on dit que le devoir de la grande alliée était sûrement de seconder la Pologne dans les négociations, et tout au moins de ne pas lancer des regards compromettants de l'autre côté.

On va jusqu'à dire que la Grande-Bretagne semble incliner à regarder plus favorablement les bolcheviks que les Polonais, ses alliés, et cette impression est confirmée par la coïncidence de l'arrivée de la note de la paix bolchevik avec des déclarations britanniques mentionnées ci-dessus.

**LE FRONT POLONAIS**

*Le correspondant du Morning Post à Varsovie publie des observations très intéressantes sur la situation respective des armées polonaise et bolcheviste, sur le front oriental.*

Les récents communiqués qui parviennent, dit-il, du front de 600 kilomètres tenu par l'armée polonaise contre les bolcheviks, indiquent que les projets de Trotzky pour une offensive générale contre les Polonais prennent corps et se développent avec ténacité. La concentration de l'armée rouge n'est pas rapide, vu les conditions de transport en Russie, mais néanmoins elle se poursuit peu à peu et chaque jour la ligne allant de Bobruisk au sud, à Pskov, au nord, se garnit de nouvelles troupes soviétiques. En même temps, les raids à l'intérieur des lignes deviennent plus fréquents et l'intensification du feu de l'artillerie montre que beaucoup de nouvelles pièces ont été mises en position. D<sup>2</sup> l'avis de l'Etat-Major polonais, il est peu probable que l'action se déclenche avant le 15 mars. — Mais il faut que dès maintenant les forces polonaises soient prêtes à résister au choc qui sera — tout porte à le croire — le plus formidable effort militaire qu'aura jamais tenté le commandement bolcheviste. Les études minutieuses faites ici non seulement par le général Pilsudski, mais également par ses officiers techniques français et anglais, permettent d'affirmer que Trotzky sera en mesure de n'employer pas moins de 800.000 hommes, dont 400.000 environ sont de bons soldats, exercés et sûrs. Cela concerne entre autres les régiments sibériens dont un est déjà en position près de Bobruisk, et un contingent tout frais de 10.000 mercenaires chinois, qui ont récemment, comme on le sait, été amenés en Russie. Il faut également comprendre parmi les unités bolchevistes disponibles les forces importantes appelées régiments de Cadet, l'armée communiste forte de 75.000 hommes, et enfin plus d'une unité composée d'hommes qui ont été peu enclins à combattre les Russes mais qui, maintenant, s'empresseront sans doute d'attaquer les Polonais contre lesquels la presse bolcheviste officielle fomenté depuis quelque temps une haine systématique.

*Dans quelle position se trouve maintenant la Pologne pour faire face à l'assaut que les bolcheviks préparent contre elle ?*

L'armée nationale s'élève à 700.000 hommes dont un pourcentage très élevé peut être classé comme troupes actives. Des forces assez considérables sont aujourd'hui en ligne, mais le général Pilsudski sait les difficultés que rencontre l'envoi au front de divisions de réserve complémentaires, quand il y a insuffisance de matériel de guerre indispensable, notamment de matériel roulant. Les souffrances des combattants sont effrayantes. Le typhus ravage l'armée. On doit souvent réduire les rations d'aliments délivrées aux soldats. L'insuffisance des vêtements chauds oblige les hommes qui sont aux avant-postes à prendre tous ceux qu'ils trouvent, tandis que les autres — habillés à moitié — se serrent auprès des feux allumés dans les abris et les ruines. En outre, le nombre des cartouches est insuffisant et le matériel technique fait souvent défaut.

L'esprit de l'armée demeure bon — mais il manque, ce qui est essentiellement nécessaire, soit à l'attaque soit à la défense. C'est un grand danger. Aussi le général Pilsudski et le commandement polonais tout entier sont-ils maintenant sérieusement alarmés, et leurs experts alliés partagent leurs craintes. On peut dire sans exagération que Varsovie aujourd'hui vit littéralement au bout du fil télégraphique, attendant qu'un signe défini

lui parvienne enfin de Londres ou de Paris qui puisse mettre un terme à cette pénible incertitude.

Bientôt le temps manquera pour une aide effective car les secours ne peuvent arriver en Pologne en un jour. Ce que les Polonais redoutent le plus, c'est de rencontrer de la part des Alliés une attitude toujours évasive en face du problème jusqu'au moment où il sera trop tard.

Il s'ensuit qu'un parti polonais important pousse le gouvernement à considérer le retard apporté par les Alliés dans leur réponse comme un refus d'assister l'armée polonaise et il lui demande d'agir en conséquence.

**LA SITUATION MILITAIRE sur le front de Roumanie et de Pologne**

Les menaces d'offensive lancées par les bolcheviks sont accueillies avec sang-froid par la grande presse varsoivienne.

Dans sa revue périodique des événements militaires, le *Courrier de Varsovie*, l'organe polonais le plus répandu, définit en ces termes la situation :

Après avoir occupé l'important nœud de voies ferrées de Rzezcyca, les Polonais et les Lettons ont délivré la Lettonie tout entière. La ligne ferroviaire Vilno-Dunabourg-Petrograd étant entre leurs mains, les communications et la coopération entre la Pologne et les pays baltiques sont désormais établies d'une façon directe et facilitent les opérations communes.

Battus sur le front de Dvinsk, les bolcheviks sont dans une situation non moins difficile au sud, sur le front volhynien. Ils ont affaire ici à une insurrection en quelque sorte permanente des paysans qui se manifeste surtout dans la région polésienne d'Owruccz. Une reconnaissance a même permis aux Polonais d'occuper cette dernière ville ; après quoi ils ont rejoint les lignes qu'ils occupaient depuis cinq mois.

Sur le front podolien, les Polonais qui y ont été en contact avec les armées de Denikine, auront désormais contre eux les troupes de Trotzky. Sur ce front des forces ukrainiennes éparses cessaient de se grouper autour de Petlura.

Avec le prolongement du front podolien, le front polonais antibolcheviste, s'étendant de Dvinsk au Dniester, mesure plus de 1.000 kilomètres de longueur.

Des bandes rouges s'étant approchées de la frontière de Bessarabie, sur la rive gauche du Dniester, bientôt un front roumano-bolcheviste va se constituer.

Vainqueurs de Koltchak et de Denikine, les bolcheviks vont maintenant attaquer les Polonais. Ils trouveront devant eux une armée vaillante et bien disciplinée ; ils auront affaire aux soldats polonais et roumains, soldats conscients de leur devoir et pénétrés du rôle qui leur est confié : la défense de la patrie.

Il est possible que la lutte contre les Polonais soit populaire dans l'armée de Trotzky — il est probable que ses bolcheviks se battront bien, mais il est certain que cette nouvelle campagne sera essentiellement différente de la récente campagne contre Denikine. Le mercenaire bolcheviste est incapable d'une lutte un peu longue et tous les succès qu'il a remportés jusqu'ici il les a acquis à bon compte. Chaque offensive bolcheviste était précédée d'une campagne politique, propagande active parmi les troupes de l'adversaire et sur leurs derrières. On connaît les résultats de cette « préparation » sui generis dans les

armées de Denikine, de Koltchack, etc., — armées qui, d'ailleurs, portaient en elles-mêmes bien des germes de discorde et de désagrégation. Les bolcheviks auraient voulu employer leur méthode habituelle contre les Polonais et les Roumains, mais l'expérience a prouvé que, de ce côté-là, malgré tous les efforts de leurs agents, ils n'ont rien à attendre de leur campagne. Elle a toujours misérablement échoué.

## BULLETIN

### — L'occupation des territoires polonais s'effectue régulièrement.

L'occupation des territoires attribués à la Pologne par le traité de paix se poursuit sans accroc. Partout, la population accueille les troupes polonaises avec un enthousiasme débordant. La joie de ceux qui sont délivrés du joug prussien est à son comble. On peut dire que toute la Pologne est en fête.

Les solennités les plus imposantes ont eu lieu en Poméranie polonaise, l'accès à la mer ayant pour la Pologne une importance primordiale. C'est le général Dovbor-Musnicki qui est chargé d'occuper, au nom du gouvernement polonais, la côte de la mer Baltique attribuée à la Pologne. A Bydgoszcz (Bromberg) a été organisé un banquet en l'honneur du général et de son état-major, ainsi qu'une revue des troupes polonaises à laquelle assistait toute la population de cette ville. Il convient de dire que la population allemande garde une attitude très correcte et témoigne une pleine confiance aux autorités polonaises en dépit des appels provenant de la presse pangermaniste.

Les journaux de Varsovie soulignent l'ordre admirable dans lequel se réalise le plan d'occupation. L'élaboration de ce plan et son exécution font honneur à l'armée polonaise et à ses chefs.

### — Une mission chinoise en Pologne.

Les journaux annoncent qu'une mission militaire chinoise présidée par le général San-Su-Hi, chef de la mission diplomatique chinoise à Paris, va bientôt arriver à Varsovie.

### — Les Allemands se croient toujours les maîtres.

En vue de l'arrivée prochaine à Dantzig des détachements alliés et du haut-commissaire de l'Entente, sir Reginald Tower, le commandement en chef des forces allemandes dans la Baltique publie dans les journaux de Dantzig l'ordre du jour suivant : « Différentes missions de l'Entente doivent sous peu visiter (sic) notre région. J'interdis de la façon la plus formelle à tous les hommes se trouvant sous mon commandement d'entrer en rapport avec les officiers et les soldats étrangers. La sauvegarde de la dignité de tout Allemand exige cette réserve. »

### — La peste plébiscitaire.

Les Tchèques qui sont évidemment mécontents que Teschen devienne le siège de la commission plébiscitaire alliée, répandent la nouvelle qu'en Silésie de Teschen la peste sévit. Les nouvelles de cas de peste qui ont été publiées dans les journaux allemands viennent de Morawska Ostrawa. Dans toute la Silésie de Teschen, il n'y a jamais eu aucun cas de maladie qui rappelle la peste.

### — Hausse du mark polonais.

On télégraphie de Posen que dans toutes les villes allemandes la hausse du mark polonais s'accroît de plus en plus. Dernièrement, à Berlin, les 100 marks allemands étaient payés 139 marks polonais.

## EN LITHUANIE

On mande de Riga que la presse officielle lithuanienne exprime dans des termes violents la colère provoquée au sein de la Taryba par les récentes victoires polono-lettones sur le front bolcheviste.

Le gouvernement de Kovno semble surtout exaspéré par la prise de Dwinsk qui vient de rompre définitivement le contact entre les Lithuaniens et les bolcheviks. La *Lietuva*, organe officiel de la Taryba, a cru même nécessaire de rappeler aux Polonais et aux Lettons « qu'ils ont les bolcheviks devant eux et les Lithuaniens derrière ».

### — La tension entre la Lithuanie et la Lettonie.

On mande de Vilno que la nouvelle publiée récemment par certains journaux et annonçant une offensive lithuanienne contre les Polonais est inexacte. Il s'agit, en effet, de quelques violations isolées de la frontière et d'excès, d'ailleurs vite réprimés, commis par les bandes lithuaniennes qui avaient été formées sur le territoire de la Taryba par des agitateurs d'origine inconnue, probablement bolcheviste ou allemande.

D'autre part, on annonce de Riga que la tension entre les Lithuaniens et la Lettonie s'est encore accentuée à la suite des discussions que provoque l'attribution de Mozejki et de Polonga. En présence de la concentration des troupes lithuaniennes sur la frontière lettone, le gouvernement de la Lettonie a adressé un ultimatum à la Lithuanie demandant des explications sur les motifs de cette mesure.

### — Situation inquiétante en Lithuanie.

Bien que la nouvelle, selon laquelle le gouvernement de Kovno aurait commencé des opérations militaires contre la Pologne, ne soit pas exacte, il est néanmoins vrai que la Taryba à l'instigation des Allemands, ne cesse d'inciter la population contre les institutions et habitants. De nombreux agents du gouvernement lithuanien s'efforcent de provoquer des désordres dans les territoires occupés par les Polonais. A Kovno pullulent de nombreux agents allemands qui ont envahi cette ville après la mise en vigueur du traité de paix. Des incidents se sont même produits entre eux et des militaires français. L'attitude des Allemands devient de plus en plus arrogante.

Le gouvernement lithuanien a, de son côté, arrêté deux courriers polonais, porteurs de valises diplomatiques pour la Lettonie. Les Blancs-Ruthènes sont persécutés comme les Polonais. Les perquisitions, arrestations et pillages sont à l'ordre du jour. Ces vexations mécontentent au plus haut degré les populations qui se trouvent sous la domination lithuanienne. A Kovno, la situation est inquiétante. Les troupes lithuaniennes, n'ayant pas touché leur solde depuis plusieurs mois, et étant mal nourries, sont dans un état d'extrême effervescence.

## ÉCHOS

### — Concerts.

L'*Œuvre inédite* donnera dans la salle des concerts Touche, 25, boulevard de Strasbourg, le samedi 7 février, à 15 h. 1/2, quelques œuvres de Mlle L. Ostrzyńska, pour piano, exécutées par l'auteur.

### — Le train Paris-Vienne-Varsovie.

Le train Paris-Vienne-Varsovie, fonctionnant trois fois par semaine, a été, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920, changé en train de luxe de la Compagnie Internationale des wagons-lits ; il y aura également trois voyages par semaine.

Le train partira de Paris, gare de l'Est, les lundis, mercredis et jeudis à 7 h. 25 du soir ; arrivée à Vienne, mercredi, vendredi et samedi à 10 h. 30 du matin ; départ à midi ; arrivée à Varsovie, jeudi, samedi et dimanche à 9 h. 20 du matin.

Au retour, départ de Varsovie lundi, jeudi, samedi à 9 heures du soir ; arrivée à Vienne, mardi, vendredi et dimanche à 3 h. 40 de l'après-midi ; départ à 6 h. 42 du soir ; arrivée à Paris, gare de l'Est, jeudi, dimanche et mardi à 8 h. 45 du matin.

Pour un billet d'aller seulement il faut déboursier la somme rondelette de 700 francs.

On fait l'impossible pour faciliter les rapports entre la France et la Pologne !

## Chronique financière

La tradition veut que l'on se réjouisse de la hausse des valeurs mobilières. C'est là, disent les bons gens du public — et aussi, d'ailleurs, les plus distingués économistes — le signe évident de la confiance générale vis-à-vis des finances et de l'industrie du pays. Faut-il se réjouir de la hausse actuelle ? Et faut-il y voir vraiment la preuve de cette confiance publique ? Il serait bien malaisé d'y répondre de façon définitive, car la guerre a renversé bien des opinions et retourné bien des lieux communs. Il est certain que, sauf imprévu, une grande ère de prospérité devrait s'ouvrir devant l'industrie mondiale et cette éventualité pourrait, à elle seule, justifier la confiance que la Bourse témoigne en ce moment. Mais il existe un autre facteur, incontestable celui-là, qui, sans justifier peut-être, explique largement la bruyante hausse de toutes les valeurs à revenu variable. C'est la dépréciation unique peut-être dans l'histoire de l'Europe du papier monnaie. Un titre, dont la valeur intrinsèque était, avant la guerre, sensiblement égal à celle d'aujourd'hui, vaut en Bourse trois fois autant, l'argent-papier ayant baissé dans des proportions notables, alors que les matières premières et, en général, tous les objets fabriqués, ont, en revanche, monté de façon équivalente.

Cette semaine le mouvement de hausse a été général et le nombre de plus-values est notable dans presque tous les compartiments.

Les valeurs de pétrole accentuent leur fermeté. La *North Caucasian*, vers laquelle nous avons attiré l'attention de nos lecteurs approche du cours de 90. La *Royal Dutch* consolide son avance à 48.000, et la *Shell Transport* l'accroît à 740. Les valeurs minières, favorisées par la hausse des devises étrangères et des prix des métaux, continuent leur mouvement ascensionnel.

Le *Rio Tinto*, belle et ancienne valeur que ses fidèles partisans n'abandonnent jamais, se réveille d'un long sommeil et bondit à 2.250. Ses congénères la suivent, mais plus modérément : la *Tharsis* monte à 191, la *Tanganyika* à 155.

Les valeurs mexicaines dont l'avenir immédiat est particulièrement attrayant, sont fermes et en hausse. La *Camp Bird* vaut 55, la *Mexico El oro* — 350, la *Dos Estrellas* — 270.

Parmi les valeurs diverses, les actions *Monaco* sont recherchées à 4.100, la saison promettant d'être particulièrement brillante.

Les valeurs polonaises ont été demandées à des cours en hausse, sur l'espoir de la paix imminente avec la Russie.

Les *Charbonnages de Sosnowice* valent 1.121, la *Huta Bankowa* — 1.700, la *Czeladz* — 1.810, les  *Tubes de Sosnowice* — environ 500.

Le mark polonais, également bien influencé par les perspectives de la paix avec les Soviets, remonte au-dessus de 10 cm., trop déprécié encore à ce cours-là.

PAUL LANDOWSKI.

## Parfumerie CHIMÈNE

MAISON POLONAISE

17 bis, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie

Téléph. Passy 33-59

PARFUMS EN VOGUE

Exportation dans tous pays

Laboratoire à Neuilly-sur-Seine

## PROJEKT KONSTITUCJI

Na jednym z ostatnich posiedzeń komisji konstytucyjnej, podsekretarz stanu, dr. Wróblewski, przedstawił i umotywował poprawki rządowe, zgłoszone do projektu konstytucji z dnia 3 listopada z. r. W myśl poprawki rządowej, w miejsce straży praw, wprowadza się senat, który składa się :

- a) z 70 członków, wybranych przez sejm w głosowaniu stosunkowym ;
- b) z 30 przedstawicieli samorządu ;
- c) z 5 delegatów w episkopatu katolickiego ;
- d) z 3 przedstawicieli najliczniejszych wyznań ;
- e) z 13 przedstawicieli najwyższych uczelni i instytucji naukowych.

Wszyscy członkowie senatu są wybierani lub powoływani na cały okres trwania kadencji sejmowej.

Senat wybiera prezesa i jego zastępców oraz ustala porządek obrad.

Zakres władzy senatu określa poprawka rządowa w sposób następujący :

« Każdy projekt ustawy, przez sejm uchwalony, przekazany będzie senatowi do zbadania.

Jeżeli senat nie podniesie w ciągu 30 dni, od dnia doręczenia mu uchwalonego projektu ustawy, żadnych przeciwko temu zarzutów, prezydent Rzeczypospolitej (tę nazwę proponuje poprawka rządu zamiast naczelnika państwa) zarządzi ogłoszenie ustawy na wniosek senatu. Prezydent Rzeczypospolitej może zarządzić ogłoszenie ustawy przed upływem dni 30

Jeżeli projekt ustawy, uchwalony przez sejm, senat postanowi zmienić lub odrzucić, powinien zapowiedzieć to sejmowi w ciągu dni 30 i zwrócić sejmowi z proponowanymi zmianami.

Jeżeli sejm zmiany, proponowane przez senat, odrzuci większością dwóch trzecich głosów, lub też, jeśli odrzucony przez senat projekt uzyska w sejmie większość 2/3 głosów, prezydent Rzeczypospolitej zarządzi ogłoszenie ustawy w brzmieniu ustalonym pierwszą uchwałą sejmu.

Jeżeli sejm zwykłą większością głosów powzięmie uchwałę odrzucającą w całości lub części propozycje senatu, prezydent Rzeczypospolitej, wedle swego uznania, albo zarządzi ogłoszenie ustawy w brzmieniu ustalonym pierwszą uchwałą sejmu, albo w ciągu 30 dni zastosuje przeciw tej uchwale veto. W ostatnim wypadku, ustawa ta nie może być w tej sesji przedmiotem obrad sejmu ».

Art. 37 otrzymuje, w myśl poprawki rządu, następujące brzmienie :

« Prezydenta Rzeczypospolitej wybiera na lat 7 absolutną większością głosów sejm i senat, połączone w zgromadzenie narodowe. Zgromadzenie narodowe zwołuje prezydent Rzeczypospolitej w ostatnim kwartale swego urzędowania.

Jeżeli zwołanie nie nastąpi na 30 dni przed upływem siedmioletnia, sejm i senat łączą się z samego prawa w zgromadzenie narodowe za inicjatywą marszałka i pod jego przewodnictwem »

Artykuł 39-ty opiewa :

« Jeśli prezydent Rzeczypospolitej nie może sprawować urzędu, wskutek śmierci, dymisji lub innej przyczyny, zastępuje go rada trzech, złożona z marszałka sejmu, jako przewodniczącego, prezydenta ministrów i pierwszego prezesa sądu najwyższego. »

Wszystkie listy i przekazy pocztowe należy adresować :

L'ADMINISTRATION de la REVUE POLONIA

3 bis, RUE LA BRUYÈRE, PARIS.

## NOWINY POLITYCZNE

### = Opóźnienie ewakuacji.

Gdańskie dzienniki niemieckie donoszą : Opróżnienie obszarów, mających być odstąpionymi, a mianowicie Prus Zachodnich i Wschodnich, i Klajpedy zostało odroczone o 8 dni, wobec tego opróżnienie obszaru Olsztyńskiego rozpocznie się dopiero dn. 30 stycznia. Opróżnienie okręgu plebiscytowego Kwidzińskiego i Górnego Śląska dopiera 31 stycznia. Wobec tego — jak podaje informacja gazet niemieckich gdańskich — posuwanie się naprzód Polaków w Prusach Zachodnich w dn. 31 stycznia zatrzyma się na linii tuż na południe od Kościerzyna. Opróżnienie obszaru, który ma być odstąpiony na południe od wolnego miasta nastąpi zamiast, jak dotychczas było ustalone w dn. 4 lutego, dopiero w dn. 6 lutego.

Do chwili przybycia wojsk Ententy, to znaczy do dn. 9 lutego, pozostanie mały oddział reichswehru, celem wzmocnienia policji bezpieczeństwa, na obszarze wolnego miasta. Generalna komenda opuszcza Gdańsk dn. 31 stycznia i przenosi się do Kesslina. W Gdańsku pozostanie tylko oddział strażnicy pod komendą oficera.

Generalna komenda 6 korpusu armji donosi, że opróżnienie górnośląskiego obszaru plebiscytowego, opóźni się o 5 dni, skutkiem tego pierwsza stręła ma być opóźniona do dnia 31 stycznia do g. 7-ej przed południem, ostatnia do dnia 10 lutego do g. 7-ej przed południem.

### = Usunięcie pomników niemieckich w Grudziądzu.

Magistrat tutejszy uchwalil usunąć pomnik cesarza Wilhelma I i pomnik Bismarcka. Wieczorem, w niedzielę, większa liczba żołnierzy nowoprzybitego pułku, przeważnie pochodzących z tych stron, wspólnie z osobami cywilnymi, uskuteczniła sama usunięcie pomników, zanim komendantom wojskowym było możliwe roztoczyć ochronę przy użyciu konnicy i patroli żandarmerji. Zapewnione jest surowo śledztwo dla ukarania winnych. Mamy nadzieję, że « surowe śledztwo » zajmie się pożyteczniejszym i bardziej karygodnym przedmiotem.

### = Gwałty niemieckie.

We wsi Lnianek (na drodze z Grudziądza do Tucholi) oddziały Grenzschutzu, odchodzące w przededniu wkroczenia wojska polskiego, dopuściły się programu na ludność polską. Niemcy strzelali i rzucali granaty ręczne, raniąc niewinnych mieszkańców. Część ludności polskiej uciekła w popłochu.

### = W « raju » bolszewickim.

W « Dzienniku Wileńskim » (Nr. 10) p. J. podaje streszczenie dalszego ciągu wyników śledztwa w sprawie okrucieństw, popełnianych przez bolszewików w Mińsku i okolicy.

Między innymi, w jednym z dołów, np. w Ślepiance pp. Wańkowiczów, tuż pod miastem, znaleziono 26 trupów, mężczyzn i kobiet, powiązanych razem za ręce i nogi skrępowane mocno drutem. Cały ten rząd nieszczęśliwych ludzi, zbrojnie stracili razem w jamę i zakopali w grobie wspólnym. Jak stwierdziła sekcja lekarska, 19 osób było zastrzelonych. Pozostałe siedem zakopano żywcem. Dwie z tych ofiar miały pozatem pogruchotane ręce, jedna wydłubane gałki oczu, jedna wreszcie obcięte konchy uszne i wargi. Rzeczą jest niewątpliwą, że związanych w jeden łańcuch drutem razem stracono w otchłań męczeńską zabitych i żywych, poczem zasypiano wszystkich grubą warstwą ziemi i kamieniami.

Dziennik Białostocki pisze : « Osoba, która przed kilku dniami przybyła z Piotrogradu, opowiada, że obecnie płacą tam za funt chleba

250 rubli, za gęś 1.400 rubli, za funt maku 2.400 do 2.500 rb., za funt cukru piasku 800 rb., za funt kostki 1.100 rb. Od dłuższego czasu mieszkańcy bogatej niegdyś stolicy Rosji jedzą mięso z psów. Ale i funt takiego mięsa kosztuje 400 do 500 rb., funt mięsa wołowego dosięga cen wprost bajecznych. Kiedy niekiedy można kupić ser i kawior w kooperatywach komunistycznych. Chleb kartkowy zawiera w sobie : 60 proc. owsa, 20 proc. żyta, 10 proc. jęczmienia i 10 proc. kory z drzewa jodłowego.

Wybitny pisarz rosyjski, Dymitr Mereżkowski, bawiąc chwilowo w Mińsku, przyjął redaktora dziennika *Minshij Kurjer* i miał z nim dłuższą rozmowę o bolszewizmie. Na zapytanie, jak długo bolszewizm trwać może, Mereżkowski odpowiedział, że zależy to od interwencji Europy. Jeśli interwencja nastąpi, to bolszewizm szybko będzie zlikwidowany. W przeciwnym razie, obecne straszne położenie bardzo długo trwać może. Wobec bierności mas rosyjskich o pokonaniu bolszewizmu z wewnątrz może być nie może. Mereżkowski w wywiadzie dowodzi, że interwencja Europy jest niezbędna. Jeśli bolszewicy przetrwają otaczające ich koło, to w swym pędzie imperialistycznym runą na Europę i możliwym jest, że bolszewizm pochwyli w swe ręce całą Europę, świat cały. Kataklizm całej ludzkości byłby wówczas nieunikniony. Bolszewicy mówią, że niosą Zachodowi nową, kulturę ; zdaniem Mereżkowskiego, to nie kultura, lecz barbarzyństwo. Bolszewicy są tylko burzycielami. Twórczymi nie są w żadnym zakresie i być nimi nie mogą.

## PLEBISCYT MAZURSKI

Niemcy prowadzą nieustannie gorączkowe i daleko idące wysiłki w szeregach agitacji między ludnością mazurską. Zbliżająca się ratyfikacja pokoju pobudza Niemców do energicznego działania ; ustają w tej walce różnice partyjne i zapartywania, a naród niemiecki bierze się wspólnie do czynu, by ratować zagrożoną dzielnicę.

Przedstawiciele wszystkich partji urządzili niedawno w Elku wielkie zgromadzenie publiczne, na którym, między innymi, przemawiał także obecny prezes ministrów, Hirsch.

Pan prezes ministrów mówił : Szyderstwem stają się słowa Wilsona z chwilą możności oderwania od państwa rdzennie niemieckich dzielnic, oraz z chwilą ustanowienia plebiscytu w czysto niemieckich obszarach. Jedyną odpowiedzią byłoby, abyśmy jednomyślnie zadokumentowali przez głosowanie, że pozostać chcemy przy Niemcach.

Usiłowania rządu niemieckiego, aby uniknąć aneksji obszarów plebiscytowych przez obce wojska, nie dały żadnego wyniku. Po ratyfikacji pokoju, wojsko nasze i urzędnicy opuścić będą musieli kraj, a dla propagandy polskiej otworzy się korzystne pole działania.

Ale zdrowy rozsądek ludności pozna z łatwością różnicę między Polską a Niemcami. Za Polską, pozbawioną socjalnego prawodawstwa, nie będzie żaden niemiecki robotnik głosował. Podatki w Polsce będą równie wysokie jak w Niemczech, o ile nie wyższe, bo Polska nie posiada pieniędzy na uzbrojenie.

W tym duchu wygłoszona została mowa pana prezesa ministrów. Nie może nas ona zadziwić, gdyż czego innego jak kłamstwa nie można się od Niemców spodziewać. Cieszy nas tylko, że pan prezes wyznaje publicznie, że wojsko i urzędnicy niemieccy opuszczą w najkrótszym czasie Mazury, a dla propagandy naszej otworzy się obszerne pole działania. A tego się Niemcy najbardziej obawiali i najsilniej pragnęli temu przeszkodzić, rozumiejąc, że utracą grunt pod nogami, skoro wojska i władze koalicyjne zajmą obszary plebiscytowe.

Ludność miejscowa odetchnie swobodniej, gdy usunięci będą żandarmi i urzędnicy, którzy ją od wieków gnębili, wszczepiając systematycznie pruskiego ducha.

Ale niemieckie, te usiłowania wskazują jasno

potrzebę energicznej i wyteżonej pracy, aby tym zakusom oderwania od Polski naszych ziem dać należyty odpór i uchronić nasze kresy od nieszczęścia, jakim byłoby dla nich niemieckie jarzmo despotyzmu i brutalności. Naród polski wyteżył w tej walce wszystkie swe siły, aby kraj i lud mazurski przyłączyć do naszej ojczyzny.

M. K. P.

## RZECZPOSPOLITA

### ✱ Groźne położenie w Małopolsce.

Ministerjum poczty i telegrafu w Warszawie otrzymało telegraficzne zawiadomienie, iż, wobec głodu w Małopolsce, miejscowy oddział Związku pocztowo-telegraficznego rozpoczyna bezrobocie, nie mogąc nadal, wobec katastrofalnego położenia, wpływać na członków, aby pełnili swe obowiązki.

W Krakowie, od 12 dni ludność nie ma chleba. Piekarze — paskarze doprowadzili cenę do 40 kor. za kilo chleba. W tym samym stosunku wzrosły ceny innych produktów.

Rozgoryczenie przeciwko producentom wzmagają się w Małopolsce w sposób groźny.

Dla zażegnania katastrofy i przetrzymania bezrobocia, minister poczty i telegrafu wydelegował do Krakowa prezesa Związku zawodowego, p. Jana Wielickiego, oraz sekretarza p. Mucharskiego. Delegaci pociągiem pośpiesznym wyjechali do Krakowa.

### ✱ Przeciw « tajnej cenzurze ».

Redaktor tygodnika « Rozwój », p. J. K. Szeblewski, zwrócił się do prezydenta ministrów z protestem w sprawie « tajnej cenzury ». Redaktor « Rozwoju » skarży się, że gdy napisał do wymienionego tygodnika artykuł w sprawie strajku zecerów w « Kurjerze Warszawskim », artykuł ten pracownicy drukarni « J. Perczyński i S-ka » zanieśli do związku zecerów, gdzie, po przeczytaniu, zarząd związku zdecydował, że artykuł ten nie może być wydrukowany, a w razie takiego polecenia ze strony zarządu drukarni, związek polecił zecerom zastrajkować, a gdyby artykuł złożył ktoś z osób postronnych lub probowano wydrukować go w innej drukarni zarząd związku drukarzy — według słów autora skargi — polecił członkom swoim temu przeciwdziałać. W konkluzji tej skargi redaktor « Rozwoju », wychodząc z założenia, iż takie stanowisko zarządu związku drukarzy jest próbą ograniczenia wolności słowa oraz teroru, domaga się od prezydenta ministrów przeprowadzenia śledztwa w tej sprawie oraz ukarania winnych.

### ✱ Marki polskie i marki niemieckie.

Polska Agencja telegraficzna donosi z Poznania pod datą 28 z. m. :

Ze wszystkich większych miast niemieckich nadechodzą wiadomości o obniżaniu się kursu marki niemieckiej na korzyść marki polskiej. W Berlinie płacono ostatnio za 100 marek niemieckich 139 marek polskich.

### W sprawie wysyłania pieniędzy do kraju.

Jedną z najbardziej dokuczliwych potrzeb Kolonji polskiej jest niewątpliwie brak możliwości wysyłania pieniędzy do kraju. Rodacy, tu przebywający, odcieci od Ojczyzny przez lat sześć i dzisiaj niewiedzą, w jaki sposób przyjąć z pomocą rodzinom swym, które znajdują się, wskutek drożyzny lub zrujnowania przez wojnę, często w opłakanym położeniu. Obecnie jeszcze nie są usunięte ani przeszkody pocztowe ani, tem mniej, zaprowadzona normalna komunikacja za pośrednictwem banków. Marka polska nie ma we Francji oficjalnego kursu, banki zaś francuskie

nie chcą się podejmować przekazywania drobnych przesyłek pieniężnych, bo to dla nich za kłopotliwe i zresztą nie są wcale po temu zorganizowane.

Wobec tego, dobrą myśl powziął **Bank Związków Spółek Zarobkowych** ustanawiając komunikację bankową z Francją, aby tem samem ułatwić wysyłanie zapomóg do kraju. Wysyłkę zapomóg ułatwia niezmiernie wysoki kurs franka, utrzymujący się przy normie chwiałej się około *dziesięciu marek*, stąd nawet *setka franków* zamienia się dla rodzin w Kraju na *cały tysiąc marek*. Sposobność więc, w tej chwili, jest jedyna, bo *korzystniejszego kursu*, przy niezawodnych wróżbach podniesienia się marki polskiej, spodziewać się nie podobna prawie.

Jakże tą przesyłkę załatwić? Zasięgnęliśmy dokładnych informacji u źródła i podajemy je dla użytku naszych Czytelników.

Należy pieniądze wpłacić do **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, PARIS** na rachunek **Banku Związku Spółek Zarobkowych, Warszawa**. Zaznaczamy, że nazwę Banku polskiego wypisuje się po polsku. Na wpłacone pieniądze Bank francuski w Paryżu wydaje kwit, licząc, po 20 cen. stempel za każde sto franków. Następnie należy wysłać do Banku Związku Spółek Zarobkowych Warszawa, ul. Jasna, 1, list rekomendowany, komunikując w nim, że wpłaciło się na jego rachunek w Paryżu taką i taką sumę pieniędzy i że te pieniądze, po kursie dziennym marek polskich, mają być wypłacone w markach polskich tej i tej osobie, zamieszkałej tam i tam (w Warszawie bądź gdziekolwiek na prowincji). Bank Spółek Zarobkowych zlecenie załatwia i zawiadamia o tem swego korespondenta we Francji.

Zwracamy uwagę, że należy listy wysyłać do Warszawy a nie de Poznania, gdzie jest główna siedziba pomienionego Banku.

Dalej przypominamy, że w ten sposób, bez żadnych formalności innych, można wysyłać sumy do tysiąca franków. Summy wyższe można przesyłać ale za zezwoleniem *Commission des Changes, Ministère de Finances, Paris*. Zezwolenie to można otrzymać, składając pisemny wniosek, że pieniądze te są przeznaczone na pomoc dla rodziny, na spłatę długu, ciężącego na posiadanej Polsce gruncie, własności i. t. d.

Bliższych wyjaśnień można zasięgnąć w « *Polonii* », codziennie między 4 a 5 po południu.

*Prosimy o pośpiech w nadsyłaniu prenumeraty, ileż, z uwagi na koszty papieru i druku, wstrzymujemy stopniowo wysyłkę numerów POLONII wszystkim tym, którzy nie uiścili prenumeraty.*

*Obojętnie zwracamy uwagę, że POLONIA nie ma żadnej łączności z wydawnictwami zawieszonymi w ostatnich czasach oraz, że POLONIA, jako czasopismo idące o własnych siłach, licząc bezpłatnych egzemplarzy redukuje tylko do egzemplarzy, wysyłanych bibliotekom, czasopismom i przedstawicielom francuskiego świata politycznego, nikomu innemu wysyłać bezpłatnie numerów nie może i nie będzie.*

## NA UKRAINIE

Obecna sytuacja na Ukrainie dałaby się określić jednym zdaniem: rządy się zmieniają, ale chaos trwa nieustannie. Po ostatecznym zlikwidowaniu akcji petlurowskiej, gdyż ostatnie wojsko ukraińskie rozbrojone zostało przez miejscowych chłopów, wkraczające przed miesiącem oddziały Denikina ludność przyjęła naogół przychylnie. Inteligencja witała je z entuzjazmem nawet, chłopci spokojnie i raczej życzliwie, żydzi z muzyką i kwiatami.

Włościanie, chłopci, stanowiący zasadniczy element ludności na Ukrainie, za wszelką cenę łakną porządku i ładu, nie uświadamiając dok-

ładnie, w jaki sposób porządek ten wprowadzony będzie, każdą twardą a sprawiedliwą rękę uznają chętnie i szybko; zważywszy zresztą należy, że obecna ludność włościanka to klasa bardzo zamożna, średnio bowiem liczyć można każdego chłopca, poza dobytkiem jego gospodarskim, na dwieście pięćdziesiąt tysięcy karbowanów, czyli pięćdziesiąt tysięcy marek polskich, gotówki, — zrozumiałem więc jest, że chcieliby oni groź ten z tajemniczego ukrycia wydobyć, dokupić ziemi i spokojnie cieszyć się dobrobytem. Na władzę Denikina zapatrują się ci nowi bogacze bardzo sceptycznie, widząc jasno ogólną słabość armii ochotniczej i czekając na rychły jej koniec. Według ogólnego mniemania, chaos obecny długo jeszcze trwać będzie w całej Rosji, jeżeli obca siła zbrojna tu nie wejdzie.

Po całym kraju snują się, niszczą go i plondrują uzbrojone bandy, dla których walka, a raczej rabunek jest rzemiosłem codziennym, celem ostatecznym. Cała zresztą walcząca Rosja w tej chwili to jedna żołdatka. Ideowców możnaby w Rosji bolszewickiej na palcach jednej ręki policzyć, a i ci zapewne zwątpili o swoich ideałach. Wodzowie bolszewizmu, jak wiadomo, nie do stracenia nie mają, upatrując w sile zbrojnej przedłużenie tylko swego panowania, jedynie korzystnego dla nich samych. Najlepiej jednak stosunkowo zorganizowanymi są bolszewicy, których atutem jest zupełna swoboda i legalizacja rabunku i gwałtu. Dlatego najwięcej znajdują chętnych do wstąpienia w szeregi swojej czerwonej armii. Jeżeli się doda do tego pomoc Niemców w materiale i amunicji, dziwić się nie można ostatecznym sukcesom bolszewików.

Armja ochotnicza, walcząca za odrodzenie Rosji, obok wielu patriotów rosyjskich, również składa się w znacznej ilości z elementów niepewnych, która również z wojny zrobiła sobie rzemiosło, to też rabunki, wprawdzie bez gwałtów i okrucieństw bolszewickich, i tam zdarzają się często, i tu się kryje właśnie przewaga bolszewików i całego szeregu innych band: Machna, Szepela, Tuchina i t. p., że wśród nich rabunek i gwałt jest uświęcony prawem, a w armji ochotniczej jest nadużyciem niedozwolonym przez prawo. O wiele ponętniejszą jest więc służba u bolszewików.

Wobec tego, kraj cały niszczony jest w dalszym ciągu przez bandy zbójckie, a i chłopci, co zuchwali i dziki, zniszczywszy dwory, napadają na sąsiadów.

Pomimo tego zamętu, dobra wszelkiego w tym zrywnym kraju ukraińskim jest jeszcze podostatkiem, zwłaszcza cukru, bydła, koni i drzewa. Jeśli jednak tej zimy kraj ten nie będzie zajęty przez zorganizowaną siłę zbrojną, to na rok przyszedłszy zniszczenie i ruina zapanuje tu zupełnie. Ogromny tegoroczny urodzaj już się rozpylił pomiędzy chłopów i nie da się łatwo zrealizować. Na rok przyszedłszy większość pól dworskich nie została obsiana, liczne cukrownie nie będą uruchomione, a inwentarze nawet włościańskie zmarnieją do szczytu.

Znając panujące nastroje i stosunki na Ukrainie, nie trudno stwierdzić, że sprawowanie rządów w tym kraju nie jest bynajmniej zadaniem zbyt trudnym. Pamiętać należy, że w miejscowościach zajętych nawet chwilowo przez bolszewików cała ludność chrześcijańska najenergiczniej występuje przeciw ponownym ich zakusom, przekonawszy się raz o szczęściu i rajach bolszewickiego panowania.

Twarda, mocna a sprawiedliwa dla wszystkich władza, która dała możliwość chłopom nabycia części ziemi dworskiej, zyska z łatwością posłuch i życzliwe poparcie całej ludności włościańskiej, łaknącej pokoju, ładu i bezpieczeństwa.

## MARKA POLSKA

W N. 20 urzędowego *Monitora Polskiego* z d. 26 b. m. ogłoszono « Ustawę z dnia 15 stycznia 1920 roku w przedmiocie ustanowienia marki polskiej prawnym środkiem płatniczym na całym obszarze Rzeczypospolitej ».

Art. 1. Marka polska jest prawnym środkiem płatniczym na całym obszarze Rzeczypospolitej.

Art. 2. W tych dzielnicach Rzeczypospolitej, w których dotychczas prawnym środkiem płatniczym była korona austriacko-węgierska, wszelkie wypłaty, dotąd należne w koronach, mogą być dokonywane bądź w koronach, bądź

w markach polskich, w stosunku 70 marek polskich za 100 koron.

Art. 3. Wszelkie zobowiązania płatnicze w koronach austriacko-węgierskich mogą być uiszczane w markach polskich, według stosunku w art. 2 wskazanego.

Art. 4. Zawieranie umów, sprzeciwiających się przepisom, zawartym w art. 2 i 3, jakoteż żądanie przy wypłatach, należnych w koronach, a dokonywanych w markach polskich, innego kursu przeliczenia lub odmówienia przyjęcia zapłaty w markach polskich — jest zakazane.

Art. 5. Winni wykroczenia lub usiłowania wykroczenia przeciwko zakazowi, zawartemu w art. 4 niniejszej ustawy, podlegają karze aresztu do 1 roku i grzywnie do miliona marek polskich. Nadto umowy, zawarte wbrew temu zakazowi, są nieważne. Do ścigania wykroczeń powołane są sądy powiatowe, względnie sądy pokoju.

Art. 6. Ustawa niniejsza wchodzi w życie z dniem jej ogłoszenia.

Art. 7. Wykonanie tej ustawy porucza się Ministrowi Skarbu.

## INFORMCJE DLA PRASY POLSKIEJ

W Warszawie odbywają się, w tej chwili, odczyty francuskie. Odczyty te zorganizowała Instytucja « *Union Française w Paryżu*, która sama ponosi koszty przejazdu i honoraria prelegentów oraz ryzyko urządzania tych odczytów.

Odczytom tym i ich intencji należy się, oczywiście, gorące przyjęcie ale i umiar wielki w szafowaniu przymiotnikami... Pozwalamy sobie tu tymczasem na jeden tylko i najbardziej krzyżący przykład...

W roku 1916, ogłosiliśmy ankietę w sprawie Polski i zgłębiliśmy się do wszystkich cobybitniejszych ludzi we Francji, poddając się rygorowi, że, bez komentarzy i polemiki, każde ich zdanie o Polsce ogłosimy... Owóż zebraliśmy tylko setkę odpowiedzi, bo ludzi tacy, na przykład, jak *Monsieur Baudrillart*, odmawiali wprost, nie chcieli się mieszać do podobnej utopii politycznej. Inni i, na szczęście, nieliczni, obdarzali nas odpowiedziami wręcz straszniemi...

A więc *tenże* p. Funk-Brentano, któremu Warszawa wyprawi znów bezkrytyczną owację... napisał dokładnie, że Polska powinna mieć po prostu taką autonomję... jak niegdy Langwedocja i zostać powoli prowincją moskiewską, spełniwszy przedtem posłannictwo takie, jakie miała niegdy Flandria względem Francji... Odpowiedź p. Funk-Brentano, wobec naszego formalnego zobowiązania się, wydrukować musieliśmy... Rodacy nasi paryscy mało nas nie ukamienowali. Poświęciliśmy wówczas współpracownika, który nam tę ankietę z początku gromadził, p. *Grosterne* (pseudonim *Gwiazdowski*) i usunęliśmy go od tej ankiety. Trzeba było jednak wiele czasu, żeby wytłomaczyć Rodakom, że, prowadząc tego rodzaju ankietę, musimy zgóry być zawsze przygotowani na zdania nieprzychylnie czy odmienne od naszego...

Lecz nie idzie tu o « zdanie » p. Funk-Brentano, lecz o jego wjazd tryumfalny do Polski w roli « przyjaciela » Polski i łącznika między kulturą francuską i polską...

Lecz nie jeden był p. Brentano, było takich więcej! I dlatego naszych kolegów po piórze pozwalamy sobie ostrzedz przed wybuchami sympatii. Polska ma we Francji miliony całych prawdziwych przyjaciół i takich, którzy zawsze i w najcięższych, przeżywanych przez nią, chwilach, dawali świadectwo prawdzie. Może się obejść

przezo bez wystąpień notorycznych « oportunistów », gotowych klaniać się dziś Warszawie a jutro Moskwie, byleby na schlebianiu sile własną upiec « sławkę ».

Dodajemy nadto, że wszystkim kolegom po piórze ofiarujemy bezpłatnie wspaniałe wydawnictwo ankiety naszej p. t. « *la France pour la Pologne* », aby mogli, bodaj w części, uniknąć superlatywów, bo te dla Polaków, którzy tu, przez tyle lat, znali prawdziwych przyjaciół, muszą brzmieć jak gorzka ironja... a dla tych naszych prawdziwych przyjaciół Francuzów również muszązgrzytem.

W rubryce tej starać się będziemy stale informować czasopisma polskie

St. P.

*Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.*

## SMUTNA KRONIKA

Aby dać wyobrażenie o stosunkach bezpieczeństwa publicznego na ziemiach polskich a raczej zobrazować niedołęstwo karygodne odnośnych władz wykonawczych, przytaczamy, za ostatnimi czasopismami, następujący wykaz:

W Strużach, pod Biskupicami, w pow. lubelskim bandyci napadli na kupca Drenera, którego pobili, poczem zrabowali mu 100 koron. Naza jutrz ujęto 4 bandytów.

W Kaliszu, w wieczór wigilijny, napadnięto na kasjerkę gospody żołnierskiej, wracającą do domu z pieniędzmi. Bandytów spłoszono.

W kolonii Nowiny, w pow. lubelskim bandyci zamordowali 69-letnią Józefę Mrozową.

Pod Górną Kawodrzą, w pow. częstochowskim, 3 bandyci napadli na 17-letniego Fabiana Gocka, którego pobili i zrabowali mu 15 mk.

W Kamieńcu, pod Błazkami, w pow. kaliskim, bandyci wtargnęli do domu Michała Marcza, którego wraz z żoną i siostrą ciężko poranili, a następnie dom podpalili. Ranni nie mieli sił gasić pożaru.

Między Łaskiem a Sieradzem, 5 uzbrojonych bandytów napadło na wóz z pasażerami. Ci z, obawy przed napadem, schowali znaczną sumę w słomie, zostawili jednak dla niepoznaki przy sobie także sporo pieniędzy.

Bandyci zrabowali 18.000 mar. i wóz z kónmi, obiecując zostawić je niedaleko. Wóz ten znaleziono potem ze słomą, w której leżała nietknięta znaczna suma.

W Warszawie, na ul. Łuckiej, przed domem nr. 8, na przechodzącego Feliksa Sawickiego napadło wieczorem z tyłu dwu opryszków, z których jeden schwycił S. za gardło, drugi zaś wyrwał mu z ubrania portfel, zawierający 5.000 franków i kilkaset marek. Bandyci zbiegli.

W Sosnowcu, na ul. Ciasnej, na dom napadło 6 ciu uzbrojonych bandytów, Wszystkich ujęto.

Między Strzemieszycami a Kazimierzem znaleziono zwłoki mężczyzny obrabowanego.

W Strzemieszycach Małych, nieopodal powyższej miejscowości, zamordowano kierownika sklepu współdzielczego.

W Ożarowicach, w zagłębiu Dąbrowskim, 6-ciu bandytów dokonało napadu na księdza, a potem na leśniczego.

W Iwanicach, pod Błazkami, w pow. kaliskim, dokonano napadu na dom p. Milczaka, którego żonę i siostrę ciężko poraniono, poczem dom podpalono.

W Mielinie, w pow. wrocławskim, dokonano napadu na dom p. Pauliny Kiemanowej, której

zrabowano rzeczy na 7.000 mk.

W Dąbrowie Górniczej, na ul. Dąbniki, podczas napadu postrzelono bandytę.

Między Wasilkowem a Białymstokiem, bandyci napadli na wóz z kilku podróżnymi, którym zrabowali różne towary.

W Białymstoku, na ul. św. Rocha, trzech bandyci napadli na p. Milnera i zażądali pieniędzy. Stwierdziwszy, że ich nie ma, zrabowali mu różne rzeczy, wartości 600 marek.

Między Białymstokiem a Choroszczą dwaj bandyci zatrzymali wóz z podróżnymi. Jednemu z nich zrabowali 300 rb. i skrzynkę papierosów, wartości 3.000 marek.

W Zabłudowie, pod Białymstokiem, bandyci zabili człowieka, którego nazwiska nie ustalono.

Na szosie żółtkowskiej, pod Białymstokiem, bandyci zatrzymali wóz włościański i zrabowali właścicielowi 1.200 mk., podróżnemu pół warka mąki.

Na ul. Sienkiewicza, w Białymstoku, trzech bandyci napadli na przechodnia, którego zranili i zrabowali mu cenną czapkę.

W lesie, za Koziegłowami, w pow. będzińskim, bandyci zamordowali i obrabowali żołnierza.

W Zaslawiu, w pow. częstochowskim, bandyci zamordowali i obrabowali M. Ładzińskiego. Na ślad bandytów natrafiono w pobliższej wsi Radoszówce. Aresztowano czterech bandytów.

Warszawa notuje następujące napady bandyckie.

W dniu 23 stycznia, 5-ciu uzbrojonych opryszków dokonało napadu na mieszkanie Aleksandra Jaromińskiego na -Saskiej Kępie i, po steryzowaniu nagłym napadem zarówno gospodarza, jak i jego syna, żołnierza, zabrali dubeltówkę, karabin i 20.000 mk. gotowizny. Po dokonaniu rabunku i powiązaniu wszystkich domowników, bandyci zbiegli. Skrępowaną powrozami rodzinę uwolnił z więzów sąsiad, Marjan Duchński.

W dniu 22 stycznia, na kolonję Choszczówkę (pod Pludami), własność p. Mierzejewskiego, napadło kilku opryszków, którzy, pod groźbą rewolwerów, dopuścili się rabunku i zbiegli w kierunku Warszawy.

W dniu 23 stycznia, w nocy, kilku uzbrojonych opryszków, w tem dwu w mundurach wojskowych, wtargnęło na posesję nr. 14 przy ul. Włochockiej i usiłowało zabrać z obory krowę, należącą do Zygryda Finkelsteina. Spłoszeni podniesionym przez F. alarmem, bandyci strzelili kilkakrotnie w jego stronę, a następnie skierowali ogień do nadbiegającego patrolu policyjnego. Wskutek ciemności, pościg okazał się niemożliwy i bandyci zbiegli przez t. zw. « Dziki ogród » w kierunku plantu kolei kaliskiej.

Godzi się zaznaczyć, że jest to kronika nie ogarniająca nawet jednego tygodnia. Świadczy ona zaiste bardzo smutnie o niedołęztwie karygodnym władz bezpieczeństwa publicznego.

## UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU

= Zakaz sprzedaży trunków w Warszawie.

Komisarz rządu na m. st. Warszawę, p. F. Anusz, obwieszcza rozporządzenie ministra spraw wewnętrznych z d. 28 b. m., iż na podstawie art. 2 punkt f Ustawy z d. 25 lipca 1919 r. w przedmiocie zapewnienia bezpieczeństwa państwa i utrzymania porządku publicznego w czasie wojny, niniejszym zabrania sprzedaży wszelkich trunków wyskokowych w restauracjach, kawiarniach, cukierniach, jadłodajniach, piwiarniach i t. p. zakładach od (dziś) d. 29 stycznia do d. 4 lutego r. b. włącznie. Winni niezastosowania się do powyższego rozporządzenia będą karani w drodze administracyjnej karą aresztu do 3-ch miesięcy lub grzywną do 3.000 mk.

**Ceny ogłoszeń.** Za wiersz jednoszpaltowy lub jego miejsce 6 fr. Za takiż wiersz w środku numeru, między tekstem francuskim i polskim, 10 fr. Jako miarę przyjmuje się zawsze wielkość druku petitem.

## NEKROLOGJA

— W dniu 21 stycznia, zmarł we Lwowie dr. Ludwik German, pedagog, literat, były poseł do parlamentu wiedeńskiego.

† W Warszawie, zmarł Wiktor Szrejber, inżynier-architekt i literat. Dokonał szeregu przekładów z języka polskiego na niemiecki i z niemieckiego na polski.

## GDAŃSK BYŁ NASZ I MUSI BYĆ NASZ

## KRONIKA

### ◆ Konsulat w Lyonie.

Konsulat Polski w Lyonie zawiadamia wszystkich polaków, zamieszkałych w departamentach: Rhône, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Ain, Jura, Doubs, Haute-Saône, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Nièvre, Allier, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Loire, Creuse Haute-Vienne et Corrèze, że, w myśl cyrkularza Ministerjum spraw zagranicznych, wszyscy obywatele polscy, urodzeni w latach 1896-1897, 1898-1899 i 1900-1901 a przebywający zagranicami Polski, powołani są do służby wojskowej.

Wobec tego wszyscy, z tytułu powyższego, wezwani do służby wojskowej, winni natychmiast zwrócić się do Konsulatu Polskiego w Lyonie (5, rue Dubois, Lyon) i podać swój adres oraz rok urodzenia.

Uchylający się od tego obowiązku narażają się na wszelkie, płynące stąd a przewidziane prawem, następstwa.

### ◆ Pociągi dyplomatyczne

Pociągi dyplomatyczne, kursujące trzy razy na tydzień, między Paryżem i Warszawą, zostały skasowane. Zastępują je także pociągi, nad którymi zarząd sprawuje już Towarzystwo Wagonów Sypialnych (Compagnie des Wagons-Lits). Zapisy na miejsca w tych pociągach przyjmuje już tylko pomienione Towarzystwo i ono miejsca wydziela.

O ile nam wiadomo, po dzień 20 lutego, wszystkie miejsca w tych pociągach bezpośrednich są już zajęte! Natomiast niebawem ma być wprowadzona zwykła komunikacja przez Kolonję i Niemcy, która będzie, przy niemieckim sprycie handlowym i chęci zarobku, i dogodniejsza i krótsza, no i wolna od płacenia niesłychanego haraczu, sięgającego 700 franków za przejazd w jedną stronę.

### ◆ Zaślubiny.

Znany z pobytu swego w Paryżu, członek Komitetu Narodowego, p. Marjan Seyda, poślubił w Warszawie pannę Marję Prószyńską z pod Mińska litewskiego.

### ◆ Odznaczenie artysty.

Artysta-malarz, p. Jan Styka, został mianowany członkiem Akademii w Rzymie. Jest to pierwsze tego rodzaju odznaczenie, które spotyka artystę-polaka.

### ◆ Koncert.

W koncercie « Utworów niewydanych », który odbędzie się w sobotę, dnia 7 lutego, o godzinie 3 i pół po południu, w Salle des Concerts Touche, 25, boulevard Strasbourg, weźmie udział pianistka polska, p. Ostrzyńska, która wystąpi z własnym utworem na fortepjan.

## BANK ZWIĄZKU SPÓLEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały : w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Zatapia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzmian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Blizszych informacji udziela Administracja "POLONIA", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.



### ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI S. GUTTMAYER 4. avenue Bosquet PARIS (VII<sup>e</sup>)

Podjekuje się wszelkich robót dekoracyjnych  
Odnawia meble starożytne

### HENRYK HUT FUTRA wielki wybór wyrobów Kućnierskich 66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

### CHIMÈNE

PIERWSZA POLSKA FABRYKA PERFUM W PARYŻU

17 bis, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie, PARIS (XVI<sup>e</sup>)

Telefon : Passy 33-59 — Metro : ALMA

Poleca znane ze swej wytworności wyroby  
Ceny umiarkowane.

Dla pp. Wojskowych znaczny rabat.

Optique et Lunetterie Américaine — Watermans & Conklin's

### AMERICAN BIFOCAL C<sup>o</sup>

18, Boulevard des Italiens, PARIS

### FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C<sup>ie</sup>

48, rue du Colisée, PARIS (8<sup>e</sup>)

Tél. : Elysée 21-46

### RESTAURACJA POLSKA w Paryżu 12, RUE DE L'UNIVERSITÉ

### ◆ Ze Stowarzyszenia Techników.

W Niedzielę, dnia 1go Lutego 1920 r. w lokalu Konsulatu Generalnego Polskiego, w Paryżu, na Posiedzeniu Zarządu St. T. P. zostali wybrani na 1920 r. :

Prezes : Władysław Szrednicki.

Wice-Prezes : Stanisław Ziemiński.

Sekretarz : Bronisław Rotsztat.

Skarbnik : Kiejstut Jurgielewicz.

Gospodarz : Stanisław Naszkiewicz.

Zarząd prosi o zwracanie wszelkiej korespondencji pod tymczasowy adresem Sekretarza-S. T. P., Bronisława Rotszata, 5, rue Broca (5<sup>e</sup>).

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne,  
brzozy, makiaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

### S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MEZKI  
20, B<sup>e</sup> Montmartre, 20, Paris  
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

### PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée

PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI

Fotografie artystyczne i paszportowe

### BIENENFELD JACQUES

KUPUJE : Perły, Drogie Kamienie,  
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

### WAŻNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE W PARYŻU

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber  
Telefon : Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Elysée  
19 86; 19-87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.  
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy,  
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i  
od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de  
Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od  
do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczynność), 6, quai d'Orléans,  
od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La  
Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon : Trudaine 61-42.

LE GERANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.